

Le Comité contre les violences policières de Lyon appelle à une prise de parole commune des victimes et des témoins, mardi 17 mars à 12h30, sur la place Bellecour. Alors qu'en pleine période électorale, les candidats détournent les yeux, il est temps de rappeler que les violences d'État ne sont pas que de simples faits-divers, mais constituent un grave problème politique.

Communiqué – vendredi 13 mars 2020

Mardi 17 mars à 12h30, le Comité contre les violences policières de Lyon appelle toutes les victimes, les acteur-ices et les témoins du 7 mars à une prise de parole commune sur la place Bellecour. Les personnes qui le souhaitent pourront s'exprimer publiquement, face au public et aux médias présents. Il s'agit de dénoncer les violences commises en dehors de tout cadre légal ; il s'agit de surmonter ensemble la fatigue et la peur ; il s'agit de nous organiser pour faire face à un gouvernement de plus en plus sourd et mutilateur.

Depuis samedi, le Comité mène un intense travail d'enquête sur cette manifestation nationale des Gilets jaunes transformée en « carnage » (selon les termes d'un témoin), à travers le compte-rendu de ses membres sur place, du récit des témoins et des documents recueillis, en particulier photos et vidéos. Il rendra publiques ses premières conclusions à l'occasion de cette prise de parole.

Candidats aux municipales complices

Aujourd'hui, le Gouvernement ne se contente plus de réprimer les masses populaires dans les cités, bien loin des regards : il le fait sous l'œil des caméras et des passant-es, en toute impunité. Le soir du 7 mars, alors que pendant trois heures la police avait agressé sans répit des personnes, causant au moins vingt blessé-es graves, dont au moins quatre personnes touchées à la tête ou à la gorge par des tirs de LBD, les deux candidats aux municipales qui se sont exprimés (Yann Cucherat et David Kimefeld) ont choisi de communiquer... sur les dégradations de banques et de mobiliers publics. Tous les autres personnes candidates sont restées silencieuses. Le peuple a-t-il encore des représentant-es ? Au centre de la place Bellecour, sous la statue du roi Soleil (un emblème pas si anachronique qu'il n'en a l'air), nous rappellerons que toutes les violences commises par le Gouvernement sur cette place et ailleurs ne sont pas que des faits-divers d'un genre particulier : elles sont le signe indéniable d'une crise politique majeure, dans laquelle le pouvoir recourt systématiquement à la force pour faire passer ses projets et asseoir sa légitimité.

--

Comité contre les violences policières (Lyon)

Surveillonsles.art.blog

Twitter : @SurveillonsLes

FB : Comité de liaison contre les violences policières